# « Appel du groupement national genevois contre l’établissement à Genève de l’institut nucléaire », *Le Courrier* (20 juin 1953)

|  |
| --- |
| [fr] Publié dans *Le Courrier*, quotidien de sensibilité démocrate-chrétienne, cet appel collectif daté du 20 juin 1953 émane du Groupement national genevois, rassemblant universitaires, élus, professionnels et citoyens inquiets des conséquences du projet d’implantation du CERN à Genève. Bien que le Grand Conseil ait rejeté l’initiative du Parti du Travail, le groupement appelle les électeurs à voter *oui* lors de la consultation populaire du 27-28 juin. L’appel met en avant cinq risques majeurs : les dérives militaires possibles, l’impossibilité d’une transparence scientifique absolue, l’atteinte à la neutralité suisse, l’absence de position claire des autorités fédérales, et les dangers d’espionnage ou de bombardement en cas de conflit. Il insiste sur la responsabilité civique de protéger la sécurité du pays. |
| [de] Veröffentlicht in *Le Courrier*, einer christlich-demokratisch orientierten Tageszeitung, erscheint dieser Aufruf vom 20. Juni 1953 im Namen des Genfer Nationalen Komitees, das sich aus Professoren, ehemaligen Abgeordneten, Fachleuten und Bürgern zusammensetzt. Obwohl der Grosse Rat die kommunistische Initiative abgelehnt hatte, fordert das Komitee die Bevölkerung auf, am 27. und 28. Juni mit *Ja* gegen das CERN-Projekt zu stimmen. In fünf Punkten warnt es vor möglichen militärischen Anwendungen, mangelnder Transparenz, einer Gefährdung der schweizerischen Neutralität, unklaren Positionen der Bundesbehörden sowie vor Spionage und Bombardierung im Kriegsfall. Der Appell ruft zur Wachsamkeit im Namen der nationalen Sicherheit auf. |
| [it] Pubblicato su *Le Courrier*, quotidiano di orientamento democratico-cristiano, questo appello del 20 giugno 1953 proviene dal Gruppo nazionale ginevrino, che riunisce accademici, ex deputati, professionisti e cittadini preoccupati per le implicazioni del progetto CERN a Ginevra. Nonostante il rifiuto dell’iniziativa comunista da parte del Gran Consiglio, il gruppo invita i cittadini a votare *sì* al referendum del 27-28 giugno. Cinque i punti critici : il rischio di applicazioni militari, l’irrealizzabilità della piena trasparenza scientifica, la compromissione della neutralità svizzera, l’assenza di una posizione chiara da parte delle autorità federali, e i pericoli di spionaggio o bombardamento. L’appello invoca il senso di responsabilità civica di fronte a tali minacce. |
| [en] Published in *Le Courrier*, a Christian-democratic daily, this 20 June 1953 appeal comes from the Genevan National Group, composed of university professors, former politicians, professionals, and concerned citizens. Despite the Grand Council’s rejection of the communist initiative, the group urges voters to cast a *yes* vote in the referendum of 27–28 June. It outlines five major concerns : the risk of military applications, the impracticality of full research transparency, the threat to Swiss neutrality, the lack of a definitive federal stance, and the dangers of espionage or bombing in wartime. The appeal stresses civic duty and the need to safeguard national security. |

À l’unanimité moins les voix communistes, le Grand Conseil a repoussé l’initiative du Parti du Travail visant à interdire l’établissement d’un Institut nucléaire international sur le territoire du canton.

Un examen impartial et totalement indépendant à l’égard de l’attitude adoptée par les partis politiques nous a obligés à prendre la position suivante :

1. Personne au monde ne peut être certain que les recherches du laboratoire ne conduiront pas un jour à des applications guerrières extraordinairement destructrices.
2. La publication de toutes les recherches, telle qu’on la promet, n’est pas une garantie effective car elle est irréalisable en fait et ne supprime pas la possibilité que des secrets importants soient retenus ou utilisés abusivement.
3. Les États signataires autres que la Suisse appartiennent tous à un seul des deux blocs européens. En accueillant l’Institut sur son territoire, la Suisse compromet sa neutralité.
4. Contrairement à ce qui a été publiquement affirmé d’une manière inexacte, la question « neutralité » n’a pas été définitivement tranchée par les autorités fédérales.
5. Quant à Genève, elle court au-devant de deux graves dangers : intrigues et espionnage en temps de paix, bombardement en temps de guerre.

C’est pourquoi nous considérons comme notre devoir d’adjurer les citoyens soucieux de la sécurité du pays de s’opposer à l’établissement sur le territoire du canton du « Centre européen de recherches nucléaires » et de voter OUI les 27 et 28 juin en utilisant le bulletin de notre Groupement.

*(Signé)* :

MM. Marcel Raymond, Édouard Frommel, Henri d’Espine, William Rappard, Henri Morier, professeurs à l’Université ; Paul Guerchet, ancien président du Grand Conseil ; Eugène Gaulis, Daniel Anet, anciens députés ; Henri Duchosal, ancien président de l’Association genevoise pour la SDN ; René Bovey, journaliste ; Horace van Berchem, collaborateur scientifique ; Marc Cramer, Laurent Rehfous, docteurs ès sciences ; Paul Maunoir, Raymond Perrot, avocats ; Paul Naville, notaire ; Dr Bernard Rilliet, médecin ; Robert Junod, Edmond Beaujon, professeurs au Collège ; Edmond Guibentif, Georges Piguet, instituteurs ; René van Berchem, François Chauvet, banquiers ; Robert Vernet, Jacques Guilloux, régisseurs ; Georges Robert-Tissot, fonctionnaire PTT ; Edmond Fatio, architecte ; E. A. Bonnelance, technicien ; Jean Chauvet, industriel ; Paul Mathey, artiste-peintre.